

Intervention de Paul Reynaud au congrès de l'Europe (La Haye, 10 mai 1948)

Légende: Le 10 mai 1948, le député Paul Reynaud, ancien président du Conseil des ministres français, explique aux membres de la commission politique du congrès de l'Europe à La Haye pourquoi il regrette de n'avoir pas été suivi dans sa proposition de créer rapidement une Assemblée européenne élue au suffrage universel à raison d'un député par million d'habitants.

Source: Archives du Mouvement européen international, Bruxelles. Congress of Europe (May 1948), Vol. II. Political Committee, pp. 96-98.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/intervention_de_paul_reynaud_au_congres_de_l_europe_la_haye_10_mai_1948-fr-dd0c2424-73a7-42a7-ab4e-af1164e900a1.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Intervention de Paul Reynaud au congrès de l'Europe

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Vous venez d'entendre deux discours qui m'ont paru contenir quelques réserves à l'égard de la proposition que nous avons déposée mon ami Édouard Bonnefous, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, et moi-même.

De quoi s'agissait-il ? Il s'agissait de la question qui, je crois, a donné lieu au débat le plus passionné : comment allait-on recruter l'Assemblée européenne ? Nous étions d'avis de faire appel aux peuples. Et quant au délai dans lequel on pourrait convoquer cette Assemblée et au mode de scrutin suivant lequel elle serait élue, il s'agit-là de questions d'ordre tout à fait secondaire sur lesquelles nous étions prêts à nous incliner si on nous avait donné des raisons de modifier notre proposition.

Notre amendement a été repoussé : nous nous inclinons devant la décision de la commission.

Les incidents qui ont pu avoir lieu au cours de ce débat, parfois assez vif - ce qui est un éloge pour un débat - sont entièrement sortis de notre mémoire. Il ne nous reste aucune amertume de notre échec, mais seulement une inquiétude pour l'avenir. Et c'est de cette inquiétude que je voudrais vous dire quelques mots.

Si nous allons à la racine de notre désaccord entre la majorité d'entre vous et nous, que constatons-nous ? Nous constatons qu'au fond, vous n'avez pas comme nous une sorte d'effroi devant l'immense difficulté de faire une Europe. On nous dit : Mais les provinces d'autrefois se sont bien réunies et se sont agglutinées autour des capitales ! Oui, c'est vrai. Mais elles se sont agglutinées en-dehors des cas où elles étaient apportées en dot comme un simple domaine privé. Elles se sont agglutinées par le fer et par le sang. Et lorsqu'une province autrefois était annexée à un royaume, la vie interne de la province était infiniment moins touchée, moins modifiée et troublée que ne le serait la vie de nations d'aujourd'hui en raison de la complexité de la vie économique moderne.

Or, il se trouve qu'en face de cette tâche immense nous ne pouvons pas, et nous ne voulons pas, employer la force. Il n'y a pas parmi nous une puissance qui puisse jouer le rôle qu'à l'Est joue une grande puissance qui impose sa volonté.

Dès lors, notre seul moyen d'agir, c'est d'obtenir le consentement des peuples. C'est notre doctrine, c'est notre foi, mais c'est une tâche immense. Ce sont les peuples qu'il faut convaincre. C'est à eux qu'il faut insuffler l'esprit européen et, vous le savez tous, leur jugement est encore trop souvent faussé par un nationalisme étroit. Lorsque nos ministres des Affaires étrangères se réunissent autour d'un tapis vert et lorsqu'ils ne tombent pas d'accord, cela n'est pas de leur faute, c'est parce que chacun d'eux songe à son Parlement auquel il aura des comptes à rendre. Or, il sait que celui-ci est l'image du pays qui l'a élu. C'est là que gît la difficulté. Le problème est donc de convaincre le pays ; c'est le peuple qui doit changer d'esprit.

Pour faire une Europe, il faut élever au-dessus de lui-même chacun des peuples qui la compose. Il faut le faire accéder à un domaine supérieur de pensées et de sentiments.

Eh bien, Mesdames et Messieurs, comment s'adresser aux peuples ? Comment les émouvoir autrement qu'en appelant les citoyens à voter non plus en qualité d'Anglais, de Français ou de Néerlandais, mais en qualité d'Européens ?

(Applaudissements)

Autour de la campagne électorale qui aura lieu pour élire les députés à l'Assemblée européenne, les idées s'affronteront et c'est ainsi que l'éducation de l'Européen se fera.

Voilà ce que nous avons demandé. Disons maintenant un mot de ce qu'on nous a offert et de ce que nous avons voté tout à l'heure par cette solidarité à laquelle mon éminent ami, M. Anthony Eden, faisait allusion.

Que nous offre-t-on ? On nous offre de passer par-dessus la tête des peuples, de s'adresser aux députés nationaux d'aujourd'hui ayant reçu un mandat uniquement national. Mais l'Assemblée ainsi élue ressemblera comme une sœur à cette assemblée-ci, car nous sommes les volontaires de ce parlement ! Elle aura la même absence de direction que cette assemblée-ci !

Est-ce que c'est là le champ nouveau dont l'Europe a besoin et qu'au fond d'elle-même, dans son trouble profond, elle attend secrètement ?

Mon ami Paul Ramadier, tout à l'heure, m'a reproché de devancer les temps. C'est un bien beau reproche que l'on m'a fait souvent dans ma carrière. Je dois vous avouer très humblement que vous avez en face de vous un non-conformiste. Lorsque l'on constate la profondeur de l'abîme dans lequel les conformistes nous ont jetés avant la guerre ...

(Applaudissements)

... permettez-moi de vous dire qu'à ce titre modeste on a le droit de rester attaché.

Paul Ramadier nous dit: « Mais nous allons plus vite que vous puisque nous faisons des élections tout de suite ! » Oui, Paul Ramadier, vous allez plus vite, mais vous allez moins loin car vous ne produirez pas par les élections au sein de chaque Parlement la moindre émotion dans les masses populaires et ainsi le problème ne sera pas résolu. Vous envisagiez tout à l'heure le jour où l'on ferait des élections dans les circonscriptions qui chevaucheraient les frontières. Mais, est-ce que par hasard vous seriez devenu révolutionnaire, mon cher Ramadier ?

(Rires, applaudissements)

Je croyais que c'était une qualité qui nous était réservée !

(Rires)

Et vous ajoutiez: ce jour-là, l'Europe sera faite ! Mais le problème, c'est justement de la faire et elle n'est pas faite !

Avant-hier, l'un des membres les plus éminents de ce congrès, M. Macmillan, ancien ministre britannique, qui a joué pendant la guerre le rôle que chacun sait et à qui je suis heureux de rendre hommage, m'a opposé avec une charmante courtoisie un de ces dictons qui résument la sagesse française. Il m'a dit: Vous oubliez votre proverbe: « Hâtez-vous lentement ! » C'est vrai, M. Macmillan, dans la vie ordinaire, c'est un proverbe plein de sagesse, encore que les hommes politiques ne puissent pas toujours le suivre ! Mais, dire: « Hâtez-vous lentement » à un homme qui est en train de se noyer, c'est une ironie un peu macabre !

(Rires, applaudissements)

Car, n'en doutez pas, Mesdames, Messieurs - et c'est encore un point qui est à la racine de notre désaccord - je pense que nous sommes en train de nous noyer et que, dans l'Europe d'aujourd'hui, le pays qui en abaissant considérablement son niveau de vie pourrait peut-être continuer à vivre dans le cloisonnement actuel de l'Europe ce serait la France parce que, comme vous le savez, le territoire français est égal en superficie aux territoires du Royaume-Uni et de l'Italie réunis, mais la France a l'habitude de regarder au-dessus d'elle, elle est solidaire des nations de l'Europe. Nous sommes nombreux ici à ne pas accepter, comme on le faisait à la SDN de Genève, de nous consoler par la musique des discours, de l'impuissance d'agir !

(Applaudissements)

C'est pourquoi nous avons lutté dans ce congrès. Nous continuerons à lutter et, demain, je le crois, j'en suis

sûr, nous l'emporterons. Dieu veuille qu'il ne soit pas trop tard !